

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 14/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



PROLEIN

Quai des Indes
76200 Dieppe

Références : UDRD.2023.02.R.14
Code AIOT : 0005800404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2023 dans l'établissement PROLEIN implanté Quai des Indes 76200 Dieppe. L'inspection a été annoncée le 30/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à une nouvelle plainte d'un riverain concernant le bruit émis par l'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLEIN
- Quai des Indes 76200 Dieppe
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines.

L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

La station d'épuration traite les effluents du procédé d'extraction. A terme, elle produira du biogaz à partir des composés organiques présents dans ces eaux résiduelles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Nuisances sonores
- Suivi des actions suite aux visites de 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.1.1	Voir fiche de constat ci-après	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Détection dihydrogène bassin tampon	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 11.4.2	Voir fiche de constat ci-après	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.9	Voir fiche de constat ci-après	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Pollution des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 4.3.11	Voir fiche de constat ci-après	Sans objet
5	Etanchéité de la couverture du bassin tampon	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3	Voir fiche de constat ci-après	Sans objet
6	Traitement de l'air du hangar de pulpes de colza	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3	Voir fiche de constat ci-après	Sans objet
8	Rebouchage des percements ou ouvertures de parois coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.4	Voir fiche de constat ci-après	Sans objet
10	Rétentions existantes	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.5.1	Voir fiche de constat ci-après	Sans objet
11	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.7.2	Voir fiche de constat ci-après	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à cette visite d'inspection plusieurs actions sont attendues de la part de l'exploitant.

Afin de réduire les nuisances générées par ses installations, celles identifiées comme sources principales à ce jour recevront des protections acoustiques visant à atténuer le bruit émis avant fin février. Immédiatement après la mise en oeuvre de ces premières actions correctives, l'exploitant réalisera une campagne de mesures acoustiques qui permettra de faire un état des lieux du niveau sonore émis par l'installation mais également d'identifier des sources sur lesquelles mener des actions correctives en cas de non conformité à la réglementation en vigueur.

Cette visite a également été l'occasion d'évoquer certaines des demandes que l'inspection avait faite lors de ses dernières visites (22.09.2022, 24.11.2022 et 28.12.2022). Si la totalité des points n'ont pu être évoqués l'exploitant a avancé sur plusieurs sujets.

S'agissant de la mise en demeure en cours, une visite consistant à vérifier le respect de l'intégralité des prescriptions échues sera programmée ultérieurement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7:1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite du 28 décembre 2022 qui avait été réalisée dans le contexte d'une plainte, l'exploitant avait proposé de réaliser, en complément de la mesure qui sera faite une fois l'installation en régime nominal, une campagne de mesures dans la configuration transitoire actuelle.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection a demandé à l'exploitant l'état d'avancement vis-à-vis de cette campagne de mesures ainsi que la liste des installations dont les émissions sonores seraient susceptibles de nuire aux riverains. L'exploitant a déclaré que cette campagne n'a pas pu être réalisée du fait de conditions météorologiques défavorables ces dernières semaines (pluie, vent). S'agissant des installations dont les émissions sonores seraient susceptibles de nuire aux riverains, l'exploitant en avait de son côté identifié deux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pompe à vide • pompe à eau <p>L'exploitant a indiqué que suite à la plainte reçue de la part d'un riverain, il étudiera les nuisances sonores émises par le sécheur dont l'évacuation se trouve en toiture. Il a cependant précisé qu'il présumait que cet élément ne lui semblait pas émettre de bruit particulièrement notable. Cette appréciation n'a pu être vérifiée lors de la visite car le sécheur ne fonctionnait pas. En effet, l'inspection est montée en toiture pour vérifier si d'autres éléments étaient susceptibles de générer des nuisances et de provenir du même endroit (toit du bâtiment). L'inspection a été interpellée par le bruit émis par les aérateurs de ventilations en toiture.</p>

<p>Pour réduire le niveau des nuisances sonores perçues, l'exploitant a également déclaré qu'en complément des actions temporaires mises en œuvre (calfeutrement au moyen de panneaux sandwich des grilles d'aération du local abritant la pompe à vide), les premières actions pérennes de protection acoustique (matelas acoustiques sur mesures) des installations suspectées de générer les nuisances sonores (pompe à vide et pompe à eau) seraient mises en œuvre courant février et qu'il lui apparaissait plus opportun de faire un état des lieux une fois ces protections mises en œuvre.</p>

Lors de la présente visite sur site, l'inspection a constaté le bruit généré par la pompe à vide depuis l'extérieur du local et qui se caractérisait par une tonalité marquée. L'inspection a également constaté la mise en œuvre des panneaux sandwich calfeutrant les grilles d'aération. Sans qu'un lien direct ait clairement pu être établi, l'inspection a également constaté dans le local abritant la pompe à vide que de l'eau dégouttait du plafond.

L'inspection s'est ensuite dirigée vers le local de la pompe à eau. Elle a ainsi pu constater le bruit généré cette dernière depuis l'extérieur du local et qui se caractérisait par une tonalité semblant être moins marquée.

Avant son départ, l'inspection a invité l'exploitant à prendre contact avec le riverain importuné et d'essayer de se rendre chez lui à un moment où le bruit était entendu par le riverain afin de pouvoir le caractériser.

L'exploitant a rappelé l'inspection en fin de journée pour lui indiquer qu'il s'était rendu chez le riverain. L'exploitant a déclaré qu'au moment de sa visite, le riverain a déclaré que le bruit en question n'était pas émis. Il a été convenu que le riverain prévienne l'exploitant pour qu'il puisse revenir à un moment où le bruit serait perçu. Cet échange confirme ce que l'inspection a constaté en se rendant à proximité de chez le riverain, un bruit diffus lié à l'activité de l'industriel existait mais qui n'était pas particulièrement marqué.

Le 10 février, l'inspection a reçu une nouvelle plainte mentionnant un bruit intense et intermittent. Après investigation, l'exploitant a déclaré avoir déterminé les deux équipements qui en seraient potentiellement la source. Il s'est engagé à effectuer des essais d'arrêt/démarrage en semaine 7 afin de le vérifier. Il a déclaré avoir sollicité le riverain importuné afin qu'il leur indique s'il s'agit bien du bruit visé par la plainte.

Demande n° 1 : L'inspection demande à l'exploitant de :

- **avant le 17 février 2023**, avoir réalisés les essais lui permettant d'identifier la ou les sources qui génèrent les nuisances sonores et transmettre à l'inspection les conclusions de ces essais ;
- **avant fin février 2023**, mettre en œuvre les premières actions pérennes de protection acoustique (matelas acoustiques sur mesures) des installations suspectées de générer les nuisances sonores, à savoir la pompe à vide et la pompe à eau ;
- **avant fin février 2023**, étudier les autres sources susceptibles de générer la nuisance ainsi que les solutions associées et l'échéancier le cas échéant, notamment pour le sécheur et les aérateurs de ventilations en toiture ;
- **avant fin février 2023**, d'apporter une explication à la provenance de l'eau au plafond du local pompe à vide
- **avant mi-mars 2023**, transmettre le rapport de la campagne de mesures acoustiques dans la configuration transitoire une fois les premières mesures susmentionnées mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel de l'inspection du 24 novembre 2022 : <i>"L'inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour éviter les salissures de pulpe de colza, y compris dans la période transitoire de démarrage de l'usine et qu'à l'issue de cette période, la qualité des eaux pluviales leur permettent à nouveau d'être rejetées au milieu naturel."</i></p> <p>Pour mémoire, lors de cette précédente visite avait déclaré que ses eaux pluviales nécessitaient régulièrement d'être traitées par la station d'épuration car des non-conformités relevées sur les paramètres DCO et MES avaient été relevées et que ces dépassements étaient dus à la chute de pulpe de colza dans la cour depuis un convoyeur.</p> <p>L'exploitant a mis en oeuvre les actions correctives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêt de l'envoi des boues de centrifugations vers le filtre à bande lors de l'arrêt ou de la pause de ce dernier ; - ajout d'une caméra au-dessus du filtre à bande permettant de détecter lorsque ce filtre à bande est en limite de filtration et que le résidu en sortie de filtre est alors trop fluide ; - ajout d'entonnoirs sous les « virages » du convoyeur à bandes entre les différents segments de convoyeurs pour canaliser les éventuels déversements vers des bacs plastiques ; - contrôle régulier de la tension de la bande et réglage des racleurs en retour de bande pour éviter que les bandes des segments du transporteur ne patinent, et que de la pulpe de colza s'accumule au début de ce segment. <p>A ce jour, l'exploitant a déclaré qu'en cas de non-conformité, les eaux pluviales sont toujours envoyées vers la station d'épuration pour traitement. L'exploitant a déclaré que ce traitement des eaux pluviales cessera dès le retour à la conformité des mesures effectuées sur les eaux pluviales.</p> <p>Pour rappel, actuellement les eaux pluviales sont envoyées vers une cuve. Les eaux pluviales contenues dans cette cuve font l'objet d'un contrôle pour vérifier leur conformité. En cas de conformité, les eaux pluviales sont rejetées vers le milieu naturel (Arques). En cas de non-conformité, les eaux pluviales sont envoyées pour traitement à la station d'épuration.</p> <p><u>Demande n° 2</u> : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre <u>avant fin mars 2023</u> le rapport des prochaines mesures faites sur les eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etanchéité de la couverture du bassin tampon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.1.3. Odeurs Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires. Chaque unité de désodorisation est composée par un biofiltre associé à un filtre à charbon actif. Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.
Constats : Rappel de l'inspection du 24 novembre 2022 : <i>"L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous un mois le plan d'actions permettant de répondre aux conclusions du rapport qui signale que lors la présence d'un vent dominant, une légère fuite de la fumée a été constatée et indique qu'il est encore possible d'améliorer l'étanchéité de la couverture à l'endroit de la périphérie du Bassin."</i> Afin d'améliorer l'étanchéité de la couverture du bassin tampon, l'exploitant a déclaré que des travaux avait eu lieu en décembre 2022 pour brider mécaniquement la périphérie de la couverture. L'inspection a constaté la mise en oeuvre des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traitement de l'air du hangar de pulpes de colza

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.1.3. Odeurs Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires. Chaque unité de désodorisation est composée par un biofiltre associé à un filtre à charbon actif. Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.
Constats : Rappel de l'inspection du 28 décembre 2022 : <i>"L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, d'étudier l'opportunité de traiter l'air du hangar où est stockée avant évacuation la pulpe de colza".</i> L'exploitant a déclaré que concernant l'air du hangar de stockage de la pulpe de colza, le rapport visant à identifier les sources d'odeurs daté du 02/08/2022 faisait état d'un niveau odorant « moyen » correspondant à 80 % des points mesurés. Il a par ailleurs précisé que selon les conclusions de ce rapport, les odeurs à l'extérieur du site provenaient essentiellement de la station d'épuration. L'exploitant déclare que l'ajout d'un traitement d'air pour ce stockage ne lui semble pas pertinent à ce stade au regard des éléments en sa possession. Lors de la visite, l'inspection s'est à nouveau rendue dans le hangar dont 3 cellules étaient vides et une en cours de remplissage. Aucune odeur particulière n'était perceptible depuis l'extérieur du hangar. Par ailleurs, l'inspection note que le fonctionnement de la porte principale d'accès au hangar a été modifiée pour que sa fermeture soit automatique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Détection dihydrogène bassin tampon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 11.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bassin tampon est relié à une unité de désodorisation. Cette désodorisation est équipée d'un détecteur d'hydrogène en amont du ventilateur qui déclenche une alarme en fonction d'un seuil fixé sur la LIE de l'hydrogène et également sur le défaut de ventilation.
Constats : Rappel de l'inspection du 28 décembre 2022 : <i>"L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, de déterminer les causes du dégagement de dihydrogène trop important ayant déclenché le capteur de détection du bassin tampon."</i> Les investigations de l'exploitant lui ont permis de déceler une accumulation de matière en fond de bassin tampon. D'après l'exploitant, cette accumulation correspondait aux premiers effluents envoyés lors du démarrage de la station et qui ne correspondaient pas à l'effluent censé être traité par la station d'épuration une fois le processus d'extraction des protéines maîtrisé. L'exploitant a arrêté ses installations début janvier afin de vidanger et curer le bassin tampon. Au total, 260 m ³ de matières ont été évacués. D'après l'exploitant, le dégagement de dihydrogène décelé en décembre est dû à cette matière accumulée qui par fermentation a généré du dihydrogène. <u>Demande n° 3 :</u> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre <u>avant fin février 2023</u> les bordereaux de suivi de déchets permettant de justifier de l'élimination de la matière accumulée en fond de bassin tampon et de vérifier que l'accumulation liée au démarrage de l'activité ne se présente plus à nouveau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rebouchage des percements ou ouvertures de parois coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les parois sont de propriété REI 120. Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs [...] sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.
Constats : Rappel de l'inspection du 22 septembre 2022 : <i>"L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux permettant de restituer le degré coupe-feu des parois traversées sous 1 mois."</i> Lors de la visite, l'inspection a pu constater le rebouchage des traversées. Demande n° 4 : En complément, l'inspection demande la transmission de la fiche technique des produits utilisés (mousse blanche et mousse bleu) faisant apparaître leur propriété de résistance au feu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. En outre, l'analyse du risque foudre et l'étude technique sont transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéine.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel de l'inspection du 22 septembre 2022 : <i>"L'exploitant transmettra l'étude technique du risque foudre accompagnée des PV travaux justifiant que le site répond aux exigences du rapport et de la réglementation ou transmettra un justificatif de conformité réalisée par un organisme agréé."</i></p> <p>L'exploitant a présenté un PV de travaux relatif à la protection contre la foudre réalisés les 20 et 21 juin 2022 visant à répondre aux observations relevées dans le dernier rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre des installations daté du 26 novembre 2020. Conformément à l'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, "l'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent."</p> <p>Demande n° 5 : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre avant fin mars 2023 un rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre des installations qui confirmera la remise en conformité suite aux travaux réalisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Rétentions existantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La vérification de l'état des rétentions existantes et les éventuelles réparations sont effectuées avant la mise en service de l'unité protéines.
Constats : Rappel de l'inspection du 22 septembre 2022 : <i>"L'exploitant transmettra sous 2 semaines le rapport de la campagne ainsi que le plan d'actions à mettre en œuvre et réalisera une réfection de l'étanchéité avant tout stockage de produits liquides dans les rétentions non étanches."</i> L'exploitant a présenté pour les rétentions exploitées au niveau des installations d'extraction des protéines des justificatifs de travaux et de nouveaux rapport d'essais concluant à la conformité de ses rétentions. S'agissant des rétentions exploitées par Prolein, aucun travaux n'a été mis en œuvre suite aux rapports réalisés indiquant la nécessité de reprise de certains ouvrages. Toutefois, l'exploitant a déclaré que les cuves contenues dans ces rétentions n'étaient plus utilisées à ce jour, que la réfection de ces rétentions était à l'étude pour un éventuel usage futur mais qu'aucune décision n'avait été prise. Demande n° 6 : L'inspection demande à l'exploitant de la tenir informée des actions qui seront entreprises sur les rétentions avant toute nouvelle utilisation des rétentions de Prolein. S'agissant des rétentions d'Olatein, l'inspection demande à l'exploitant que les fiches techniques permettant de s'assurer de la résistance des produits utilisés pour l'étanchéité des rétentions aux substances avec lesquels ils peuvent être en contact (acide, base).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En outre, une mise à jour du POI est transmise au SDIS et à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéines.
Constats : Rappel de l'inspection du 22 septembre 2022 : <i>"L'exploitant transmettra son plan d'opération interne sous un mois au plus tard."</i> L'exploitant a transmis un plan d'opération interne daté du 14/12/2021 commun aux trois entités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet